

Lénine

Lettre ouverte aux délégués du congrès des députés paysans de Russie

Paru le 24 (11) mai 1917 dans le n° 19 de la "*Soldatskaïa Pravda*". Conforme au texte du journal.

Source : *Œuvres*, t. XXIV, pp. 378-382.

Camarades députés paysans !

Le Comité central du Parti ouvrier social-démocrate (bolchévik) de Russie, auquel j'ai l'honneur d'appartenir, avait l'intention de me mandater en qualité de représentant de notre Parti au congrès paysan. Empêché par la maladie de remplir ce mandat, je me permets de vous adresser cette lettre ouverte afin de saluer le rassemblement de tous les paysans de Russie et de vous indiquer brièvement les profondes divergences qui séparent notre Parti des partis « socialiste-révolutionnaire » et « social-démocrate menchévik ».

Ces profondes divergences portent sur trois questions essentielles : la terre, la guerre et l'organisation de l'État.

Toutes les terres doivent appartenir au peuple. Toutes les terres des grands propriétaires fonciers doivent, sans rachat, passer aux paysans. C'est clair. La discussion porte sur ce point : les paysans doivent-ils, oui ou non, prendre sur place, sans délai, toutes les terres, sans payer le moindre loyer aux grands propriétaires fonciers et sans attendre l'Assemblée constituante ?

Notre Parti pense que oui, et il conseille aux paysans de le faire sur-le-champ, avec le maximum d'organisation, sans tolérer en aucun cas que le matériel soit détérioré, en s'efforçant d'augmenter la production de blé et de viande, afin de soulager l'effroyable misère des soldats au front. L'Assemblée constituante établira le statut définitif des terres, mais les dispositions actuelles, immédiates, pour les semailles de printemps ne peuvent de toute façon être prises que par les administrations locales, puisque notre Gouvernement provisoire, gouvernement des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, diffère la réunion de l'Assemblée constituante et n'a même pas fixé jusqu'à présent la date de sa convocation.

Les dispositions préalables, en ce qui concerne les terres, ne peuvent être prises que par les administrations locales. Les champs doivent être ensemencés. La plupart des paysans sauront très bien s'organiser pour exploiter les terres, faire les labours et les semailles sur toute leur étendue. Il le faut pour améliorer le ravitaillement des soldats sur le front. Aussi est-il inadmissible d'attendre l'Assemblée constituante. Nous ne dénions nullement à l'Assemblée constituante le droit de consacrer définitivement la propriété nationale du sol et de fixer le statut agraire. Mais, dès aujourd'hui, au cours de ce printemps, les paysans doivent eux-mêmes, sur place, disposer des terres. Les soldats du front peuvent et doivent envoyer des délégués dans les villages.

De plus, pour que toute la terre revienne aux travailleurs, l'union la plus étroite des ouvriers des villes et des paysans pauvres (les semi-prolétaires) est nécessaire. Sans cette union, impossible de vaincre les capitalistes. Et s'ils ne sont pas vaincus, le passage de la terre aux mains du peuple ne saurait mettre fin à la misère. La terre ne se mange pas, et sans argent, sans capitaux, on n'a ni outillage, ni bétail, ni semences. Ce n'est pas aux capitalistes et aux paysans riches (capitalistes eux aussi) que les paysans doivent

faire confiance, c'est seulement aux ouvriers des villes. Ce n'est qu'en alliance avec ces derniers que les paysans pauvres obtiendront que la terre, les chemins de fer, les banques et les fabriques deviennent propriété de tous les travailleurs, faute de quoi le seul passage de la terre au peuple ne remédiera pas au besoin et à la misère.

Dans certaines localités de Russie, les ouvriers établissent déjà leur surveillance (leur contrôle) sur les fabriques. Ce contrôle ouvrier profitera aux paysans; il aura pour résultat l'augmentation de la production et la baisse des prix des produits. Les paysans doivent soutenir de toutes leurs forces cette initiative ouvrière et ne pas ajouter foi aux calomnies que les capitalistes répandent contre les ouvriers.

La deuxième question est celle de la guerre.

Cette guerre est une guerre de conquête. Les capitalistes de tous les pays la font à des fins de conquête, pour accroître leurs bénéfices. Au peuple travailleur, cette guerre n'apporte et n'apportera rien, en aucun cas, si ce n'est la mort, les atrocités, la dévastation, le retour à la barbarie. Aussi notre Parti, parti des ouvriers conscients, parti des paysans pauvres, la condamne-t-il résolument et sans réserve; il refuse de justifier les capitalistes d'un pays par rapport à ceux d'un autre, il refuse de soutenir les capitalistes de quelque pays que ce soit, et il travaille à hâter la fin de la guerre par le renversement des capitalistes dans tous les pays, par la révolution ouvrière dans tous les pays.

Notre nouveau Gouvernement provisoire comprend actuellement 10 ministres appartenant aux partis des grands propriétaires fonciers et des capitalistes et 6 ministres appartenant aux partis des « populistes » (les « socialistes-révolutionnaires ») et des « social-démocrates menchéviks ». Notre conviction est que les populistes et les menchéviks commettent une erreur très grave, désastreuse, en entrant dans le gouvernement des capitalistes et, d'une façon générale, en consentant à le soutenir. Des hommes tels que Tsérételli et Tchernov espèrent inciter les capitalistes à mettre plus promptement et plus honnêtement un terme à cette guerre de conquête. Mais ces chefs des partis populiste et menchévik se trompent : ils aident en réalité les capitalistes à préparer une offensive des troupes russes contre l'Allemagne, c'est-à-dire à prolonger la guerre et à accroître les sacrifices déjà extrêmement lourds imposés par la guerre au peuple russe.

Nous sommes convaincus que les capitalistes de tous les pays trompent le peuple lorsqu'ils lui promettent une paix prompte et juste, tout en prolongeant leur guerre de conquête. Les capitalistes russes, qui étaient les maîtres de l'ancien Gouvernement provisoire et sont encore les maîtres du nouveau, n'ont même pas voulu publier les traités secrets de brigandage que l'ex-tsar Nicolas Romanov avait conclus avec les capitalistes d'Angleterre, de France et de divers autres pays afin d'arracher Constantinople aux Turcs, la Galicie aux Autrichiens, l'Arménie aux Turcs, etc. Le Gouvernement provisoire a approuvé et continue d'approuver ces traités secrets.

Notre Parti les considère comme des traités de brigandage tout aussi criminels que ceux conclus par les forbans capitalistes allemands et leur empereur-bandit Guillaume avec leurs alliés.

Le sang des ouvriers et des paysans ne doit pas couler pour ces entreprises de brigandage des capitalistes.

Cette guerre criminelle doit être terminée au plus tôt, *non* par une paix séparée avec l'Allemagne, *mais par une paix générale*, qui ne doit pas être une paix capitaliste, mais une paix des masses laborieuses *contre* les capitalistes. Un seul chemin y mène : le passage de tout le pouvoir aux Soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, en Russie et dans les autres pays. Seuls ces Soviets sont en mesure d'empêcher

effectivement les capitalistes de duper les peuples et de faire durer la guerre.

J'en arrive à la troisième et dernière question : celle de l'organisation de l'État.

La Russie doit être une république démocratique. La majorité des grands propriétaires fonciers et des capitalistes, qui furent toujours partisans de la monarchie mais se sont convaincus que le peuple russe n'en admettra le rétablissement sous aucun prétexte, sont eux-mêmes d'accord là-dessus. Les capitalistes s'efforcent maintenant par tous les moyens de rendre la république russe aussi semblable que possible à une monarchie, afin qu'elle puisse par la suite redevenir aisément une monarchie (comme il est déjà arrivé plus d'une fois dans de nombreux pays). Ils entendent pour cela maintenir un corps de fonctionnaires placés au-dessus du peuple, une police et une armée permanente coupées du peuple et placées sous le commandement de généraux et d'officiers non élus. Or, s'ils ne sont pas élus, les généraux et les officiers seront presque toujours choisis parmi les grands propriétaires fonciers et les capitalistes. L'exemple de toutes les républiques du monde suffit à nous l'apprendre.

C'est pourquoi notre Parti, parti des ouvriers conscients et des paysans pauvres, lutte pour un autre type de république démocratique. Nous voulons une république où il n'y ait pas de police brimant le peuple; nous voulons que les fonctionnaires soient tous, de la base au sommet, désignés exclusivement par voie d'élections et révocables à tout moment au gré du peuple, leurs appointements n'étant pas supérieurs au salaire d'un ouvrier qualifié; que tous les chefs de l'armée soient également élus et que l'armée permanente, coupée du peuple, commandée par des classes étrangères au peuple, soit remplacée par l'armement général du peuple, par une milice populaire.

Nous voulons une république où tout le pouvoir d'État, de la base au sommet, appartienne entièrement et exclusivement aux Soviets des députés ouvriers, soldats, paysans, etc.

Les ouvriers et, les paysans sont la majorité de la population. C'est à eux que doit appartenir le pouvoir, et non pas aux grands propriétaires fonciers et aux capitalistes.

Les ouvriers et les paysans sont la majorité de la population. Ce sont leurs Soviets, et, non des fonctionnaires, qui doivent exercer le pouvoir et administrer le pays.

Voilà notre position, camarades députés paysans ! Nous sommes fermement convaincus que l'expérience démontrera bientôt aux masses populaires les plus larges tout ce qu'il y a d'erroné dans la politique des populistes et des menchéviks. L'expérience montrera bientôt aux masses que l'entente avec les capitalistes ne peut sauver la Russie, qui est comme l'Allemagne et comme les autres pays au bord du gouffre, que par ce moyen on ne peut sauver les peuples épuisés par la guerre. Les peuples ne peuvent être sauvés que par la transmission directe de tout le pouvoir à la majorité de la population.

Petrograd, le 7 mai 1917.

N. Lénine